

LETTRE DU RESEAU DES JEUNES CHERCHEURS

Chers membres du Réseau des jeunes chercheurs,
Chères lectrices, Chers lecteurs,

Vous trouverez dans cette lettre l'actualité du droit international de mars 2021.

Nous vous informons que le colloque annuel de la SFDI intitulé « *L'espace extra-atmosphérique et le droit international* » aura lieu les 6 et 7 mai prochain. Vous pouvez dès maintenant vous inscrire à cette manifestation sur le site du colloque.

Nous vous informons également de la parution des actes des demi-journées des Jeunes Chercheurs de la SFDI de 2020 aux Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole.

En espérant que vous prendrez plaisir à lire cette lettre,

Le Bureau des Jeunes Chercheurs

SOMMAIRE

NOUVELLES EN VRAC...	2
APPELS A COMMUNICATION, OFFRES D'EMPLOI...	3
JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL	4
COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE.....	4
JURISPRUDENCES RELATIVES AU DROIT DES INVESTISSEMENTS	4
COUR COMMUNE DE JUSTICE ET D'ARBITRAGE DE L'OHADA.....	5
TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER	5
COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME	5
COUR INTERAMERICAINE DES DROITS DE L'HOMME	8
COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES.....	10
ACTIVITES DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES	15
ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES	15
CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES	15
COMITE DU CONSEIL DE SECURITE FAISANT SUITE AUX RESOLUTIONS 1267 (1999), 1989 (2011) ET 2253 (2015) CONCERNANT L'EIL (DAECH), AL-QAIDA ET LES PERSONNES, GROUPES, ENTREPRISES ET ENTITES QUI LEUR SONT ASSOCIES	16
COMITE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS.....	16
PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL	17
BLOGS DE LANGUE FRANÇAISE	17
BLOGS DE LANGUE ANGLAISE.....	17
BLOGS DE LANGUE ESPAGNOLE	37

NOUVELLES EN VRAC...

- ❖ Le colloque annuel de la SFDI, intitulé « *L'espace extra-atmosphérique et le droit international* » aura lieu à l'Université Toulouse Capitole les **6 et 7 mai 2021**. Il est possible d'y assister en ligne. [Voici le lien du site du colloque pour plus d'informations.](#)
- ❖ Les actes des demi-journées des Jeunes Chercheurs de la SFDI de 2020, publiés aux Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, paraîtront le 5 mai 2021 sous le titre « Droit de l'espace extra-atmosphérique, Questions d'actualité ».
- ❖ Le Centre de recherche sur le droit des marchés et des investissements internationaux (CREDIMI), en partenariat avec l'Observatoire de l'éthique publique, organise un webinaire sur le thème « *Le droit international des investissements au prisme de l'éthique* » le lundi **26 avril 2021**, de 14h à 18h. [Voici le lien pour plus d'informations.](#)
- ❖ L'Ecole d'été de droit international de Nanterre / Nanterre International Law Summer School (EDDSN/NILSS) rouvrira ses portes du **21 juin au 2 juillet 2021**. Au programme de cette session, un cours général donné par le Professeur Hervé Ascensio, des cours spécialisés sur l'actualité du droit international et des exercices de mise en situation et de simulation de négociation internationale. Les inscriptions sont ouvertes. Le programme et les informations pratiques sont à retrouver sur le [site de l'école](#).

APPELS A COMMUNICATION, OFFRES D'EMPLOI...

- ❖ Les Universités d'Exeter et de Genève lancent un appel à contributions sur le thème « *The Potential of Public Interest Litigation in International Law* ». Les contributions peuvent être envoyées au plus tard le **30 avril 2021**. [Voici le lien pour plus d'informations.](#)
- ❖ Dans le cadre de la publication de l'**Annuaire canadien de droit international 2020**, des articles, notes ou commentaires portant sur tous les domaines du droit international public comme privé sont attendues. Les textes pour l'Annuaire 2020 doivent être transmis au plus tard le **1er mai 2021**. [Plus d'informations ici.](#)
- ❖ L'**Observateur des Nations Unies** lance un appel à contributions pour son volume 51 (2021-2) sur le thème « *20 ans des articles de la Commission du droit international sur la responsabilité de l'État* ». Les projets de contributions peuvent être transmis jusqu'au **15 juin 2021**. [Voici le lien pour plus d'informations.](#)
- ❖ L'École de droit de la Sorbonne, l'Université de Strasbourg, l'Université Albert-Ludwig de Fribourgen-Brisgau, l'Université allemande des sciences administratives de Spire (DUV Speyer) et l'Université de Reims Champagne-Ardenne organisent en collaboration avec l'Université de Milan, l'Université RuprechtsKarls d'Heidelberg et l'Institut Max Planck pour le droit public comparé et le droit international le **15^{ème} séminaire doctoral franco-allemand en droit public comparé, en droit international public et en droit européen** qui se tiendra à Paris du **17 au 19 juin 2021**. Le résumé du projet de contribution pourra être envoyé au plus tard le 10 mai 2021 à l'adresse cdfa2020@gmail.com.

JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL

Cour Internationale de Justice

Dans une [ordonnance](#) du 8 mars 2021, la Cour Internationale de Justice a fixé les délais pour le dépôt des pièces dans l'affaire *Sentence arbitrale du 3 octobre 1899 (Guyana c. Venezuela)*.

Jurisprudences relatives au droit des investissements

Avec la contribution de Ruxandra Gologan

CIRDI

Nasib Hasanov v. Georgia, [ICSID Case No. ARB/20/44](#)

- [Procedural Order No. 1](#), March 26, 2021 (Disponible en Anglais)
- [Procedural Order No. 2](#), March 26, 2021 (Disponible en Anglais)

Peteris Pildegovics and SIA North Star v. Kingdom of Norway, [ICSID Case No. ARB/20/11](#)

- [Claimants' Memorial](#), March 11, 2021 (Disponible en Anglais)

Amec Foster Wheeler USA Corporation, Process Consultants, Inc., and Joint Venture Foster Wheeler USA Corporation and Process Consultants, Inc. v. Republic of Colombia, [ICSID Case No. ARB/19/34](#)

- Procedural Order No. 1, March 18, 2021 (Disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))
- Revised Annex A to Procedural Order No. 1, April 1, 2021 (Disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))

Latam Hydro LLC and CH Mamacocha S.R.L. v. Republic of Peru, [ICSID Case No. ARB/19/28](#)

- Procedural Order No. 3, April 1, 2021 (Disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))

Angel Samuel Seda and others v. Republic of Colombia, [ICSID Case No. ARB/19/6](#)

- Procedural Order No. 1 - Revised Annex A, March 16, 2021 (Disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))

Bay View Group LLC and The Spalena Company LLC v. Republic of Rwanda, [ICSID Case No. ARB/18/21](#)

- [Submission of the United States of America](#), February 19, 2021 (Disponible en Anglais)

Rand Investments Ltd. and others v. Republic of Serbia, [ICSID Case No. ARB/18/8](#)

- [Procedural Order No. 9](#), March 12, 2021 (Disponible en Anglais)

Alicia Grace and others v. United Mexican States, [ICSID Case No. UNCT/18/4](#)

- Procedural Order No. 10, March 16, 2021 (Disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))

Eurus Energy Holdings Corporation v. Kingdom of Spain, [ICSID Case No. ARB/16/4](#)

- Decision on Jurisdiction and Liability, March 17, 2021 (Disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))
- Partial Dissent by Oscar M. Garibaldi, March 17, 2021 (Disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))

Gabriel Resources Ltd. and Gabriel Resources (Jersey) v. Romania, [ICSID Case No. ARB/15/31](#)

- [Claimants' Post Hearing Brief](#), February 18, 2021 (Disponible en Anglais)
- [Respondent's Post Hearing Brief](#), February 18, 2021 (Disponible en Anglais)

Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA

Avec la contribution de Natalia Gaucher-Mbodji, doctorante à l'Université d'Aix-Marseille

Pas d'activités à signaler pour le mois de mars 2021.

Tribunal International du Droit de la Mer

Avec la contribution de Charlotte Collard, doctorante à l'Université de Paris I

Pas d'activités à signaler pour le mois de mars 2021.

Cour Européenne des Droits de l'Homme

Avec la contribution d'Olga Bodnarchuk, doctorante à l'Université d'Aix-Marseille

[Hanan c. Allemagne, GC, arrêt du 16 février 2021, req. n° 4871/16](#)

L'enquête des autorités allemandes à la suite d'un bombardement aérien de l'OTAN en Afghanistan est conforme à la Convention

L'affaire porte sur les investigations menées à la suite de la mort de deux fils du requérant lors d'un bombardement en Afghanistan. Ce bombardement fut ordonné par un colonel des forces allemandes de la Force internationale d'assistance à la sécurité dépendant de l'OTAN. Plusieurs enquêtes furent ouvertes, notamment par le responsable du commandement régional, le parquet général et le procureur général près de la Cour fédérale de justice pour établir la responsabilité du colonel. Cependant, ces enquêtes furent clôturées car tous témoignages attestaient que le colonel avait pensé qu'il n'y avait aucun civil mais seulement des insurgés talibans sur le lieu du bombardement. Les recours internes contre la décision de clôture de l'enquête furent rejetés par les tribunaux, y compris par la Cour constitutionnelle. La commission parlementaire d'enquête, créée pour déterminer si le bombardement s'était opéré conformément au mandat donné aux forces armées allemandes, conclut que la frappe était disproportionnée, mais qu'au moment des faits, la décision de l'ordonner pouvait passer pour compréhensible car le colonel agissait dans le but de protéger des soldats.

Devant la Cour européenne, le requérant dénonce la violation de l'article 2 sous son angle procédural et de l'article 13 combiné avec l'article 2 de la Convention.

En ce qui concerne le lien juridictionnel aux fins de l'article 1 de la Convention, la Cour considère tout d'abord inapplicable le principe selon lequel l'ouverture d'une enquête pénale sur un décès survenu en dehors de la juridiction territoriale et extraterritoriale de l'État constitue un lien suffisant. En revanche, les « circonstances propres » font naître en l'espèce un lien juridictionnel entre l'État et les proches de la victime, notamment l'obligation de l'Allemagne d'enquêter tirée du droit international humanitaire coutumier et de son droit national et l'impossibilité des autorités afghanes d'ouvrir elles-mêmes une enquête. L'Allemagne, ayant conservée sa compétence exclusive à l'égard des infractions graves commises par ses troupes, est donc tenue par l'obligation procédurale tirée de l'article 2 de la Convention. Or, la Cour souligne qu'il s'agit uniquement de l'obligation procédurale et non matérielle car les requérants n'ont invoqué aucun grief dans ce sens.

S'agissant d'une violation de l'obligation procédurale issue de l'article 2 de la Convention, la Cour estime que les circonstances du bombardement aérien ont été établies d'une manière fiable à l'issue d'un examen approfondi au niveau national et qu'elle n'a pas de raisons de mettre en doute l'appréciation du procureur général. Concernant le grief tiré de l'article 13 combiné à l'article 2 de la Convention, la Cour conclut que le requérant disposait de recours lui permettant de faire contrôler l'effectivité de l'enquête. Cela étant, la Cour déclare qu'il n'y a pas eu de violation de l'article 2 de la Convention en l'espèce.

[Hussein et autres c. Belgique, arrêt du 16 mars 2021, req. n° 45187/12](#)

La limitation de la compétence universelle n'entraîne pas violation de la Convention

Dix requérants, résidents jordaniens, constituèrent parties civiles auprès d'un juge d'instruction belge contre les hauts dirigeants du Koweït pour dénoncer le crime de génocide, prétendument commis pendant la première guerre du Golfe, et réclamaient une réparation du préjudice moral et matériel subi. Leurs griefs étaient fondés sur des dispositions de la loi belges relatives à la répression des violations graves de droit international humanitaire, dite « loi de compétence universelle ». Lorsque les requérants constituèrent la partie civile en 2001, la loi belge reconnaissait la compétence universelle pénale dans une forme absolue. Or, en 2003, la loi fut modifiée pour y inclure des critères de rattachement avec la Belgique. Étant donné qu'aucun acte d'instruction n'avait été accompli en 2003 et que la procédure des requérants ne répondait plus aux nouveaux critères de compétence des juridictions belges, leur action échoua.

La Cour européenne examine les griefs des requérants sur le terrain de l'article 6 de la Convention. D'une part, elle constate que la motivation des juridictions nationales a été suffisante et que leur interprétation d'acte d'instruction n'était ni arbitraire ni manifestement déraisonnable. D'autre part, la Cour constate que le rejet de leur compétence par les juridictions belges n'était pas disproportionné par rapport aux buts légitimes poursuivis, à savoir la bonne administration de la justice et le lien entre les poursuites et la question des immunités. De ce fait, la Cour conclut à l'absence de violation de l'article 6 de la Convention en l'espèce.

[Bivolaru et Moldovan c. France, arrêt du 25 mars 2021, req. n° 40324/16 et 12623/17](#)

L'application de la présomption de protection équivalente dans les litiges relatifs à l'exécution d'un mandat d'arrêt européen

Les requérants, MM. Moldovan et Bivolaru, ressortissants roumains, furent condamnés par des tribunaux roumains à de différentes peines de prison. Les tribunaux roumains émirent des mandats d'arrêts européens (ci-après un « MAE ») à l'encontre des requérants en vue de l'exécution de leurs peines de prison. Les deux requérants furent appréhendés en France et s'opposèrent à l'exécution des MAE : le premier – en se fondant sur la défaillance systémique au sein des établissements pénitentiaires en Roumanie et notamment dans le centre où il allait être incarcéré, et le second – en

faisant valoir que le statut de réfugié accordé par la Suède, les motifs religieux et politiques de sa condamnation et les conditions de détention en général en Roumanie l'exposeraient à des traitements inhumains. Les recours des deux requérants furent rejetés sans que la Cour de cassation saisisse la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après la « CJUE ») et les requérants furent remis aux autorités roumaines.

Devant la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après la « Cour »), les requérants soutiennent que leur remise aux autorités roumaines, en exécution des MAE, entraîne une violation de l'article 3 de la Convention. La Cour analyse deux cas séparément.

Dans le cas du premier requérant, M. Moldovan, elle applique la présomption de protection équivalente car les autorités nationales ne disposèrent pas d'une marge de manœuvre et le mécanisme du contrôle, prévu par l'Union européenne, déploya intégralement ses effets grâce à une interprétation claire faite par la CJUE de la décision-cadre 2002/584/JAI et sans qu'il y ait besoin de ressaisir la CJUE de la question. En revanche, en faisant l'examen d'une insuffisance manifeste susceptible de renverser en l'espèce la présomption de protection équivalente, la Cour conclut que les autorités judiciaires d'exécution disposaient de bases factuelles suffisamment solides pour caractériser l'existence d'un risque individuel que le requérant, en exécution du MAE, soit exposé à un traitement inhumain et dégradant. La présomption de protection équivalente se trouve en l'espèce renversée et la Cour constate une violation de l'article 3 de la Convention.

Dans le cas du second requérant, M. Bivolaru, la Cour constate que la présomption de protection équivalente ne trouve pas à s'appliquer car la Cour de cassation, malgré tout le sérieux de la question relative à l'articulation entre le droit de l'Union européenne et l'octroi du statut de réfugié résultant de la Convention de Genève de 1951, ne saisit pas la CJUE. De ce fait, la Cour européenne exerce donc son plein contrôle. Eu égard à l'examen approfondi et complet de la situation personnelle du requérant par l'autorité judiciaire d'exécution, la Cour conclut que l'exécution du MAE n'a pas entraîné de violation de l'article 3 de la Convention en l'espèce.

Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme

Avec la contribution d'Arnaud Lobry, doctorant à l'Université de Cergy-Pontoise

Février 2021

L'arrêt *Cordero Bernal c. Pérou* du 16 février 2021 n'avait pas encore été publié sur le site de la Cour interaméricain lors de la parution de la précédente Lettre. C'est la raison pour laquelle il figure dans cette Lettre du mois de mars 2021.

[*Cordero Bernal c. Pérou, Exceptions préliminaires et fond, 16 février 2021, Série C n°421*](#) (uniquement en espagnol) – (Exception d'incompétence matérielle fondée sur l'argument selon lequel la Cour agirait comme « quatrième instance » - Droit applicable aux procédures disciplinaires contre des magistrats – Nomination d'un nouveau magistrat – Garanties judiciaires – Légalité des peines et des délits – Droits politiques – Obligation de respecter les droits contenus dans la Convention et d'adopter les dispositions internes pertinentes pour leur donner effet – Non-violation – Protection judiciaire – Obligation de respecter les droits contenus dans la Convention et d'adopter les dispositions internes pertinentes pour leur donner effet – Non-violation).

Mars 2021

La Cour a rendu **quatre ordonnances de mesures provisoires** en mars 2021.

[*Cristina Arrom Suhurst*](#) (Paraguay), demande de mesures provisoires, 11 mars 2021 (uniquement en espagnol) – (Action pénale en diffamation contre une personne reconnue victime d'une violation de la Convention pour les propos tenus à l'audience publique devant la Cour interaméricaine – Violation de l'article 53 du Règlement de la Cour interaméricaine – Obligation pour le Paraguay de mettre fin à l'action pénale).

[*Membres et militants de l'Union patriotique c. Colombie*](#), demande de mesures provisoires, 16 mars 2021 (uniquement en espagnol) – (Extrême gravité – Urgence – Risque de dommages irréparables – Impossibilité d'établir *prima facie* un problème d'extrême gravité ou un risque de dommages irréparable).

[*Prison Miguel Castro Castro c. Pérou*](#), demande de mesures provisoires, 23 mars 2021 (uniquement en espagnol) – (Extrême gravité – Urgence – Risque de dommages irréparables – Détention de l'avocat des requérants portant préjudice à la procédure de surveillance renforcée de l'exécution de l'arrêt de la Cour).

[Bedoya Lima et autre c. Colombie](#), demande de mesures provisoires, 24 mars 2021 (uniquement en espagnol) – (Extrême gravité – Urgence – Risque de dommages irréparables – Droit à la vie – Droit à l'intégrité personnelle – Mesures provisoires ordonnées à la Colombie pour garantir le droit à la vie et à l'intégrité personnelle des requérantes avant que ne soit rendu l'arrêt sur le fond).

Cour africaine des droits de l'homme et des peuples

Avec la contribution d'Arnaud Lobry, doctorant à l'Université de Cergy-Pontoise

La Cour africaine a rendu **un arrêt et cinq ordonnances** en mars 2021.

[Sébastien Germain Marie Aïkoué Ajavon c. République du Bénin](#), 29 mars 2021, req. n°065/2019 – (Compétence de la Cour – Compétence matérielle – Compétence personnelle – Absence d'effet rétroactif du retrait de la déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour pour les recours individuels – Compétence temporelle – Compétence territoriale – Recevabilité de la requête – Exceptions préliminaire d'irrecevabilité non prévues par l'article 56 de la Charte – Caractère précoce de l'action – Défaut de qualité de victime – Abus du droit d'ester en justice – Défaut d'intérêt à agir – Exceptions préliminaires d'irrecevabilité prévues par l'article 56 de la Charte – Épuisement des voies de recours internes – Dépôt de la requête dans un délai raisonnable – Violation de l'article 30 du Protocole d'Ouagadougou – Caractère obligatoire de l'arrêt – Caractère obligatoire des ordonnances de mesures provisoires – Inexécution d'un arrêt antérieur – Inexécution non contestée par l'État défendeur – Violation de l'obligation d'adopter une révision constitutionnelle sur la base d'un consensus national – Article 10 § 2 de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance – Violation de l'obligation d'adopter une révision constitutionnelle sur la base d'un consensus national déjà constatée dans un précédent arrêt entre les mêmes parties – Violation de l'article 1^{er} de la Charte – Obligation de garantie des droits – Réparations – Demande d'une expertise par le requérant – Rejet de la demande d'expertise en l'absence d'une difficulté technique qui nécessiterait la sollicitation d'un expert – Réparations pécuniaires – Remboursement d'une caution alléguée versée par le requérant à l'État défendeur au nom de son parti politique – Demande de mainlevée sur les saisies opérées par l'État défendeur sur le patrimoine du requérant – Absence de lien de causalité entre ces saisies et l'inexécution des décisions antérieures – Réparations non-pécuniaires – Présomption de préjudice moral en cas de violation d'un droit de l'homme – Préjudice

né de l'inexécution des arrêts antérieurs – Allocation d'un franc symbolique – Demande reconventionnelle de l'État défendeur – Frais et dépens).

Ce nouvel arrêt concernant Sébastien Ajavon et le Bénin est intéressant à souligner pour deux aspects principalement.

D'une part, la Cour africaine énonce pour la première fois expressément le caractère obligatoire de ses ordonnances de mesures provisoires. Il y avait certes peu de doutes à ce sujet. Pour dégager ce caractère obligatoire, la Cour se fonde d'abord sur le libellé même de l'article 30 du Protocole portant création de la Cour, qui dispose que « Les États parties au présent Protocole s'engagent à se conformer aux décisions rendues par la Cour dans tout litige où ils sont en cause et à en assurer l'exécution dans le délai fixé par la Cour ». La Cour africaine en déduit que le terme « décisions » vise autant les arrêts que les ordonnances. Dans un second temps, la Cour africaine renvoie à la jurisprudence d'autres juridictions et quasi-juridictions internationales ayant établi le caractère obligatoire de leurs ordonnances de mesures provisoires/conservatoires. Elle s'appuie évidemment sur l'arrêt *LaGrand*, de la Cour internationale de Justice (Allemagne c. États-Unis d'Amérique, fond, 27 juin 2001), la Cour européenne des droits de l'homme, la Cour interaméricaine des droits de l'homme et, de manière plus inattendue, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies (dont les décisions ne sont pourtant pas formellement obligatoires en dépit des affirmations du Comité).

D'autre part, l'arrêt *Ajavon c. Bénin* du 29 mars 2021 est le premier arrêt, à notre connaissance, par lequel la Cour se prononce sur l'inexécution d'un arrêt antérieur. Il y avait là aussi peu de doutes quant à l'issue de l'arrêt sur ce point : le caractère obligatoire des « décisions » est expressément disposé à l'article 30 du Protocole (précité) et l'inexécution d'un arrêt est une violation claire de cette disposition conventionnelle. Cette position prend d'autant plus une « coloration » particulière que l'État défendeur, le Bénin, a retiré sa déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour pour les recours introduits par des personnes privées et des ONG et qu'il n'exécute plus les arrêts et ordonnances de la Cour depuis au moins mars 2019 ! On peut souligner le cynisme des autorités béninoises qui ont comparu dans cette affaire mais n'ont pas contesté qu'elles n'avaient pas exécuté l'arrêt du 29 mars 2019 ni n'ont cherché à justifier cette inexécution...La question présentait néanmoins un caractère inédit et ce fut l'occasion pour la Cour africaine d'établir que la violation de l'article 30 du Protocole emportait violation de l'article 1^{er} de la Charte (« Les États membres de l'Organisation de l'Unité Africaine (devenue Union Africaine), parties à la présente Charte, reconnaissent les droits, devoirs et libertés énoncés dans cette Charte et s'engagent à adopter des

mesures législatives ou autres pour les appliquer »). Ainsi, l'inexécution d'un arrêt par un État défendeur n'est pas « simplement » une violation de son obligation de l'article 30, c'est aussi une violation de l'obligation dite de « garantie des droits » de l'article 1^{er} de la Charte : l'inexécution emporte violation de ces deux obligations.

On ajoutera enfin, de manière plus anecdotique, que dans le dispositif la Cour africaine ordonne aux autorités béninoises de prendre les mesures pour exécuter le premier arrêt de mars 2019 et ne laisse ici qu'un délai de sept jours (!) au Bénin pour lui faire rapport des mesures prises en exécution de l'arrêt, soit un délai beaucoup plus contraignant que les six mois habituellement laissés à l'État défendeur. Ce délai extrêmement contraint est évidemment la conséquence de l'inexécution prolongée du premier arrêt.

[Adama Diarra dit Vieux Blen c. République du Mali](#), ordonnance (mesures provisoires), 29 mars 2021, req. n°047/2020 – (Demande de mesures provisoires tendant à la remise en liberté du requérant dans l'attente de son jugement – Compétence *prima facie* – Demande devenue sans objet après la remise en liberté du requérant).

[Sébastien Germain Marie Aïkoué Ajavon c. République du Bénin](#), ordonnance (mesures provisoires), 29 mars 2021, req. n°027/2020 – (Demande de mesures provisoires tendant à surseoir à l'exécution de décisions d'une juridiction d'exception et de la Cour suprême – Compétence *prima facie* – Absence d'effet rétroactif du retrait de la déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour pour les recours individuels – Risque de préjudice irréparable – Forte probabilité d'une condamnation du requérant à court terme – Demande de mesures provisoires devenue sans objet du fait de la condamnation du requérant).

Cette ordonnance est pour le moins déconcertante lorsqu'on la compare avec d'autres ordonnances qui portaient déjà sur des demandes de sursis à exécution des décisions rendues par la juridiction d'exception béninoise appelée Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (CRIET). Ici le requérant demandait à ce que l'exécution des arrêts confirmant un non-lieu partiel (et autorisant donc une partie des poursuites) soit suspendue, compte tenu de sa condamnation probable à court terme.

La Cour rejette la demande, ayant constaté que le requérant avait été entre-temps condamné à cinq ans de prison ferme et au paiement de très lourds dommages et intérêts pour les préjudices subis par l'administration fiscale (sic).

Pourtant la Cour africaine a par le passé su faire preuve de davantage d'audace face à cette même juridiction d'exception, en ordonnant la suspension des arrêts de condamnation lorsque ceux-ci avaient été rendus avant qu'elle ne se prononce sur la demande de mesures provisoires (*Houngue Eric Noudehouenou c. République du Bénin*, 6 mai 2020, n°004/2020).

L'on s'étonnera donc, et l'on regrettera sans doute, que la Cour africaine se soit ici contentée d'observer que le préjudice « irréparable » avait déjà eu lieu et devait conclure son examen des demandes de mesures provisoires par le fait qu'elles soient « devenues sans objet », lorsque l'on connaît les ordonnances qu'elle a adoptées par le passé et que l'on sait qu'elle a à plusieurs reprises constaté la violation du droit à un procès équitable par le fonctionnement même de cette juridiction d'exception (*Sébastien Germain Ajavon c. République du Bénin*, arrêt (fond), 29 mars 2019, req. n°013/2017). Il faudra désormais attendre l'arrêt sur le fond...

[*Sébastien Germain Marie Aïkoué Ajavon c. République du Bénin*](#), ordonnance (mesures provisoires), 29 mars 2021, req. n°002/2021 – (Demande de mesures provisoires tendant à surseoir à l'exécution d'arrêts de la Cour suprême du Bénin rejetant les recours en annulation contre les redressements fiscaux des sociétés dont le requérant est actionnaire – Compétence *prima facie* – Compétence personnelle – Absence d'effet rétroactif du retrait de la déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour pour les recours individuels – Condition d'urgence ou d'extrême gravité – Urgence et extrême gravité caractérisées par le risque imminent de mise à exécution des saisies consécutives aux redressements fiscaux – Condition de préjudice irréparable – Risque de préjudice irréparable caractérisé par la forte probabilité d'une saisie des sommes dues au titre des redressements fiscaux sur le patrimoine personnel du requérant et de membres de sa famille – Inexécution d'ordonnances en indication de mesures provisoires antérieures par l'État défendeur – Sursis à exécution des arrêts de la Cour suprême du Bénin dans l'attente de l'arrêt sur le fond).

[*Houngue Éric Noudehouenou c. République du Bénin*](#), ordonnance (mesures provisoires), 29 mars 2021, req. n°028/2020 – (Demande de mesures provisoires tendant à suspendre l'application d'une disposition nationale qui aurait pour conséquence de poursuivre le requérant à la suite de critiques émises contre des jugements des juridictions nationales, notamment devant la Cour africaine –

Compétence *prima facie* – Absence d’effet rétroactif du retrait de la déclaration d’acceptation de la compétence de la Cour pour les recours individuels – Condition d’urgence ou d’extrême gravité – Absence de preuve de l’applicabilité de la disposition contestée aux recours exercés devant la Cour africaine – Absence de preuve de la réalité ou de l’imminence de risques de poursuites pénales contre le requérant sur le fondement de l’atteinte à l’autorité des décisions judiciaires – Prétendues menaces verbales de la part d’agents de l’État défendeur – Interdiction posée par le droit national d’enregistrer une personne à son insu – Absence de preuve que la disposition contestée interdisant et réprimant l’enregistrement d’une personne sans consentement viole les droits de l’homme – Rejet de la demande de mesures provisoires).

[Houngue Éric Noudehouenou c. République du Bénin](#), ordonnance (mesures provisoires), 29 mars 2021, req. n°032/2020 – (Demande de mesures provisoires tendant à suspendre l’exécution d’un jugement rendu par une juridiction de premier degré – Compétence *prima facie* – Absence d’effet rétroactif du retrait de la déclaration d’acceptation de la compétence de la Cour pour les recours individuels – Condition d’urgence ou d’extrême gravité – Absence de caractère exécutoire du jugement visé – Absence d’urgence ou d’extrême gravité – Rejet de la demande de mesures provisoires).

Deux autres ordonnances ont été rendues en mars 2021, mais celles-ci ne portant que des aspects strictement procéduraux (une ordonnance de jonction d’instance et une ordonnance de fixation des audiences), nous nous permettons de renvoyer vers le site de la Cour africaine.

ACTIVITES DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Assemblée générale des Nations Unies

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, docteur de l'Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d'Etat) à la CNDA

[A/RES/75/269](#) : Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

[A/RES/75/268](#) : Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de Shanghai pour la coopération

[A/RES/75/267](#) : Semaine mondiale de l'éducation aux médias et à l'information

[A/RES/75/265](#) : Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral

[A/RES/75/265](#) : Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

[A/RES/75/264](#) : Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de l'Europe

[A/RES/75/263](#) : 2023, Année internationale du mil

[A/RES/75/262](#) : Journée internationale de l'arganier

[A/RES/75/261](#) : Les diamants, facteur de conflits : rompre le lien entre le négoce illicite de diamants bruts et les conflits armés afin de contribuer à la prévention et au règlement des conflits

Conseil de sécurité des Nations Unies

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, docteur de l'Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d'Etat) à la CNDA

[S/RES/2568\(2021\)](#) : La situation en Somalie

Lettre du Président du Conseil sur le résultat du vote ([S/2021/255](#))

[S/RES/2567\(2021\)](#) : Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud
Lettre du Président du Conseil sur le résultat du vote ([S/2021/254](#))

[S/RES/2566\(2021\)](#) : La situation en République centrafricaine
Lettre du Président du Conseil sur le résultat du vote ([S/2021/253](#))

Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés

Avec la contribution d'Eloise Petit-Prévost, doctorante à l'Université d'Angers

Pas d'activités à signaler pour le mois de mars 2021.

Comité des travailleurs migrants

Avec la contribution d'Emilie Henain, doctorante à l'Université d'Angers

Pas d'activités à signaler pour le mois de mars 2021.

PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL

Blogs de langue française

Le Club des Juristes

F. DUBUISSON, [Le jugement de la Chambre préliminaire de la CPI du 5 février 2021 statuant sur la compétence territoriale de la Cour en Palestine](#), 2 mars 2021.

C. MAIA, [Syrie : après dix années d'exactions, l'heure de la justice](#), 15 mars 2021.

M. LAMOUREUX, [Le Traité sur la Charte de l'énergie menace-t-il le « pacte vert » de l'Union européenne ?](#), 25 mars 2021.

J. CAZALA, [Le retrait turc de la Convention d'Istanbul : un pas en arrière dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes](#), 30 mars 2021.

F. BERROD, [Les certificats verts numériques pour faciliter la libre circulation dans l'Union ou comment la crise sanitaire transforme l'espace commun européen](#), 30 mars 2021.

Blogs de langue anglaise

Avec la contribution de Maria Gudzenko, doctorante à l'Université d'Aix-Marseille

[AJIL Unbound – online-only publication and blog of the American Journal of International Law](#)

J. Gailbraith, « [Introduction to the Symposium on New Challenges in Weapons Inspection](#) », 1 mars 2021.

D. Koplow, « [What are You Lookin' at? Aerial and Space Observation for Arms Control](#) », 1 mars 2021.

Å. Sellström, « [Lessons from Weapons Inspections in Iraq and Syria](#) », 1 mars 2021.

J. Gromoll, « [The Fading Pipeline: Preparing the Next Generation of Weapons Inspectors](#) », 1 mars 2021.

M. Stewart, « [Defending Weapons Inspections from the Effects of Disinformation](#) », 1 mars 2021.

P. Roguski, « [An Inspection Regime for Cyber Weapons: A Challenge Too Far?](#) », 1 mars 2021.

S. J. Anaya, A. Anghie, « [Introduction to the Symposium on the Impact of Indigenous Peoples on International Law](#) », 29 mars 2021.

K. Carpenter, A. Tsykarev, « [Indigenous Peoples and Diplomacy on the World Stage](#) », 29 mars 2021.

C. Charters, « [The Sweet Spot Between Formalism and Fairness: Indigenous Peoples' Contribution to International Law](#) », 29 mars 2021.

R. Merino, « [The Land of Nations: Indigenous Struggles for Property and Territory in International Law](#) », 29 mars 2021.

K. Gover, « [The Potential Impact of Indigenous Rights on the International Law of Nationality](#) », 29 mars 2021.

[Armed Groups and International Law](#)

N. Derejko, « [Temporalities of Protection and the 'End' of Non-International Armed Conflict](#) », 24 mars 2021.

[ASIL Insights - American Society of International Law](#)

R. Muharremi, « [The "Washington Agreement" Between Kosovo and Serbia](#) », 12 mars 2021.

[Asser International Sports Law blog Our International Sports Law Diary](#)

D. Heerd, « [A Reflection on Recent Human Rights Efforts of National Football Associations](#) », 1 mars 2021.

M. Krech, « [“Sport Sex” before the European Court of Human Rights - Caster Semenya v. Switzerland](#) », 22 mars 2021.

T. Terraz, « [\(A\)Political Games? Ubiquitous Nationalism and the IOC’s Hypocrisy](#) », 29 mars 2021.

DCU Brexit Institute

P. Mariani, G. Sacerdoti, « [Trade In Goods And Level Playing Field](#) », 3 mars 2021.

R. Gulati, « [From Mutual Trust to Mutual Mistrust: The UK-EU Post-Brexit Relationship](#) », 6 mars 2021.

F. Cochrane, « [Brexit’s Graceless Diplomacy](#) », 8 mars 2021.

F. Brugnoli, « [Italy Under Mario Draghi, Guarantor and Builder in Europe](#) », 9 mars 2021.

F. Fabbrini, « [The Conference on the Future of Europe: Relaunching the EU after Brexit and Covid-19](#) », 10 mars 2021.

M. Avbelj, « [Conferencing about the Future of Europe](#) », 11 mars 2021.

C. Rice, « [Here we go again? The UK’s Unilateral Proposal for the Northern Ireland Protocol](#) », 12 mars 2021.

E. Celeste, « [Commission v. Spain and H. K. v. Prokuratuur: Taking the Plank out of EU’s Own Eye](#) », 15 mars 2021.

F. Jacobs, « [Could the European Parliament Kill Off the Brexit Deal?](#) », 18 mars 2021.

P. Mariani, « [Welcome to the Magic World of International Law](#) », 18 mars 2021.

A. O’Donoghue, « [Northern Ireland, Brexit & Jumping Scales](#) », 19 mars 2021.

S. Sweeney, « [Believe in Britain: The Simple Message that Won Brexit Still Works Wonders for Boris Johnson](#) », 22 mars 2021.

C. Murray, C. Rice, « [Human Rights and Equality Provisions under the Northern Ireland Protocol](#) », 25 mars 2021.

R. Korteweg, « [What do the elections tell us about Dutch EU policy?](#) », 26 mars 2021.

A. Glencross, « [The UK-EU Vaccine Spat is an Intra-EU Tussle not an Act of Brexit-Induced Spite](#) », 26 mars 2021.

G. McCann, « [Brexit, Market Adjustment and the Irish Sea](#) », 29 mars 2021.

D. Ó Beacháin, « [“Don’t Mention the Poll”: The Good Friday Agreement and À la Carte Consent](#) », 31 mars 2021.

J. Cotter, « [A Year in the Life: Lessons on the Resilience of the Ireland/Northern Ireland Protocol](#) », 31 mars 2021.

[EJIL : Talk ! – Blog of the European Journal of International Law](#)

M. Gatti, « [Diplomats or fonctionnaires? The Contested Status of the EU’s ‘Embassy’ in the UK](#) », 1 mars 2021.

T. Bickl, « [Collaborative Governance and Dispute Resolution: EU-UK vs. EU-Switzerland](#) », 1 mars 2021.

K. Ambos, « [“Solid jurisdictional basis”? The ICC’s fragile jurisdiction for crimes allegedly committed in Palestine](#) », 2 mars 2021.

T. R. Kirabira, « [Proposed EU Sanctions Against Uganda: Thoughts on This New Extraterritorial Human Rights Regime](#) », 3 mars 2021.

V. Roeben, S. Jankovic, « [Unpacking Sovereignty and Self-determination in ITLOS and the ICC: A Bundle of Rights?](#) », 4 mars 2021.

S. Steininger, « [Don’t Leave Me This Way: Regulating Treaty Withdrawal in the Inter-American Human Rights System](#) », 5 mars 2021.

D. Marchesi, C. Fusari, « [“To Release or not to Release, that is the Question”: Detention Pending Trial at the International Criminal Court after the Gicheru Case](#) », 8 mars 2021.

T. Rodenhäuser, K. Mačák, « [Even ‘cyber wars’ have limits. But what if they didn’t?](#) », 9 mars 2021.

P. Allott, « [Making Humanity Greater Again: Self-evolving and self-perfecting](#) », 10 mars 2021.

S. Top, « [The Waiver of Immunity of Catalan MEPs: Reintroducing Politics in EU Extradition Law](#) », 11 mars 2021.

Y. Ronen, « [The ICC Prosecutor’s statement on the Situation in Palestine: A Hand Stretched forth in Friendship?](#) », 12 mars 2021.

A. N. Honniball, « [Pandemics, Procedure and Participation: Hybrid Hearings in the Mauritius/Maldives Maritime Boundary Dispute](#) », 15 mars 2021.

M. Milanovic, « [Drowning Migrants, the Human Rights Committee, and Extraterritorial Human Rights Obligations](#) », 16 mars 2021.

L. Y. Zielinski, « [Space Arbitration: Could Investor-State Dispute Settlement Help Mitigate the Creation of Space Debris?](#) », 19 mars 2021.

B. Çali, « [Withdrawal from the Istanbul Convention by Turkey: A Testing Problem for the Council of Europe](#) », 22 mars 2021.

C. EM Jervis, « [With WHOM can I share data? Applying the GDPR to transfers of data to International Organisations](#) », 23 mars 2021.

E. Robinson, « [Pragmatic reconciliation and pragmatic avoidance: The UK Supreme Court faces the norm conflict on abducted \(refugee?\) children in G v G](#) », 25 mars 2021.

E. Shattock, « [Should the ECtHR Invoke Article 17 for Disinformation Cases?](#) », 26 mars 2021.

A. Zimmermann, « [“To Appear or not to Appear this was the Question” – The Saga of Kenya’s Non-Appearance in the Kenya –Somalia Maritime Delimitation in the Indian Ocean Case](#) », 29 mars 2021.

M. Weller, « [Myanmar: Testing the Democratic Norm in International Law](#) », 30 mars 2021.

L. D. Johnson, « [What's wrong with this picture? The UN Human Rights Council hears the military Junta as the legitimate government of Myanmar](#) », 31 mars 2021.

[EU Immigration and Asylum Law and Politics](#)

L. Slingenbergh, « [Political Compromise on a Recast Asylum Reception Conditions Directive: Dignity Without Autonomy?](#) », 3 mars 2021.

J. J. Rijpma, « [Let's not forget about Schengen](#) », 12 mars 2021.

U. Brandl, « [Integration in the New Pact: A difficult compromise between a limited EU competence and a successful policy](#) », 26 mars 2021.

[EU Law Analysis](#)

H. Lenk, « [CJEU jurisdiction over the Energy Charter Treaty and its compatibility with the Treaties: Opinion of AG Szpunar in Case C-741/19](#) », 4 mars 2021.

L. Pech, « [Polish ruling party's "fake judges" before the European Court of Justice: Some comments on \(decided\) Case C-824/18 AB and \(pending\) Case C-132/20 Getin Noble Bank](#) », 7 mars 2021.

[EUROPEAN LAW BLOG - News and Comments on EU Law](#)

S. Lindroos-Hovinheimo, « [Data protection clashes with data sharing: How will the EU reconcile its two aims?](#) », 1 mars 2021.

B. Baade, « ["Trial by Mathematics" and the EU's Subsidiary Protection Regime – A "strategic" preliminary reference pending before the CJEU in Case C-901/19](#) », 5 mars 2021.

A. Giannopoulou, R. Ducato, G. Schneider, C. Angiolini, « [Critical notes on 'platformised' education: untangling privacy and data protection in postpandemic universities](#) », 8 mars 2021.

Y. Yanhong, « [EU-UK Surrender Agreement: A Copy of the EU-Iceland and Norway One?](#) », 10 mars 2021.

T. Paloniitty, P. Leino-Sandberg, « [Watering down the Aarhus Regulation – time to deliver an ‘adequate and effective remedy’](#) », 11 mars 2021.

J. Bornemann, « [Stand-by duties in the Working Time Directive: Window-dressing workers’ rights?](#) », 22 mars 2021.

J. Gruyters, « [The Dovera-saga: Peace of mind for solidarity or cold feet for EU competition law?](#) », 25 mars 2021.

G. Butler, R. A. Wessel, « [Happy birthday ERTA! 50 Years of the Implied External Powers Doctrine in EU Law](#) », 31 mars 2021.

[Herbert Smith Freehills – Public international law blog](#)

D. Dawborn, G. Satryani, T. Furlong, A. Crockett, C. Sim, « [New Procedural Rights For Investors As Indonesia-Singapore Bit Comes Into Force](#) », 19 mars 2021.

[Humanitarian Law & Policy](#)

P. Devidal, « [Cashless cash: financial inclusion or surveillance humanitarianism?](#) », 2 mars 2021.

J. Pejic, I. Herbert, T. Rodenhäuser, « [ICRC engagement with non-State armed groups: why and how](#) », 4 mars 2021.

M. Marelli, « [The SolarWinds hack: lessons for humanitarian](#) », 18 mars 2021.

C. Deutscher, « [COVID-19 vaccine: three considerations for equitable access within countries at war](#) », 24 mars 2021.

S. Tiller, P. Devidal, D. van Solinge, « [The ‘fog of war’ ... and information](#) », 30 mars 2021.

[International Law Blog](#)

G. Calini, « [Multiple Human Rights Violations: the Rule of Law Crisis in Hungary](#) », 25 mars 2021.

[International Water Law Project Blog](#)

M. Tekuya, « [Sink or Swim: Alternatives for Unlocking the Grand Ethiopian Renaissance Dam Dispute](#) », 22 mars 2021.

[IntLawGrrls](#)

P. Javidan, « [Violence, Justice, Equity: Reflections on International Women's Day](#) », 8 mars 2021.

[IURIST](#)

J. Pace, « [The UN Human Rights Council at Cross-Roads](#) », 18 mars 2021.

[Just Security](#)

R. Goodman, « [Legal Questions \(and Some Answers\) Concerning the U.S. Military Strike in Syria](#) », 1 mars 2021.

L. Hartig, « [Letting Diplomacy Lead US Counterterrorism: What Would That Look Like?](#) », 1 mars 2021.

N. Schenkkan, A. Wilcox Boyajian, I. Linzer, « [The "Khashoggi Ban" and What It Does and Doesn't Mean](#) », 3 mars 2021.

- J. Hafetz, « [Upcoming Cases Provide Opportunities to Reassess the Application of the Due Process Clause at Guantanamo](#) », 3 mars 2021.
- L. Hartig, « [Biden's Drone Policy Review: Recommendations for a Reset](#) », 5 mars 2021.
- O. Hathaway, « [Knowns and Unknowns of US Syria Strike: Looming Int'l and Domestic Law Issues](#) », 5 mars 2021.
- K. Doherty, « [China's Military Tech Ambitions – What's the U.S.- EU Gameplan?](#) », 5 mars 2021.
- A. Gross, « [Decolonizing the ICC: The Situation in Palestine and Beyond](#) », 8 mars 2021.
- J. Street, N. Miller, « [How Can Member States Improve the UN's Global Counterterrorism Strategy?](#) », 9 mars 2021.
- F. Akbari, « [International Consensus Needed for the Taliban's "Non-Return Through Force"](#) », 9 mars 2021.
- M. Schmitt, « [Germany's Positions on International Law in Cyberspace Part I. General International Law](#) », 9 mars 2021.
- M. Schmitt, « [Germany's Positions on International Law in Cyberspace Part II. Use of Force and International Humanitarian Law](#) », 10 mars 2021.
- C. Smith, « [Iraq's Legal Responsibility for Militia Attacks on U.S. Forces: Paths Forward](#) », 10 mars 2021.
- L. Hume, « [The Global Fragility Act Could Give US Assistance and Diplomacy a New Start for Countries in Conflict](#) », 11 mars 2021.
- P. E. Esperance, R. A. Ducena, « [In Haiti's Political Crisis, US Should Support Democracy and Human Rights](#) », 11 mars 2021.
- M. Saifee, « [Why Reconciling Domestic and Global Human Rights Policy Is a US National Security Imperative](#) », 11 mars 2021.
- R. Ingber, « [Legally Sliding into War](#) », 15 mars 2021.

J. Kamuf Ward, J. Dakwar, « [Is There a New Era for Human Rights on the Horizon? What We Can Learn from the Biden-Harris Administration's First UN Appearance](#) », 19 mars 2021.

E. Donahoe, « [The Digital Technology Agenda at the Summit for Democracy](#) », 24 mars 2021.

K. Cronin-Furman, « [UN Human Rights Council Outlines Sri Lanka Abuses, But Demurs on Action](#) », 26 mars 2021.

[Kluwer Arbitration Blog](#)

F. Brodlija, « [Back to Basics: Drawing the line between Disclosure, Challenge and Disqualification Standards in International Investment Arbitration](#) », 1 mars 2021.

S. Turunen, « [Should we start with WHY?](#) », 2 mars 2021.

G. Blanke, « [Amendment No. 1 of 2020: The 2015 ADGM Arbitration Regulations in Focus](#) », 3 mars 2021.

K. Boyd, « [International Arbitration and the Future of Holocaust Restitution in the Aftermath of Republic of Hungary v. Simon and Federal Republic of Germany v. Philipp](#) », 4 mars 2021.

S. Turunen, « [What is the Value Proposition of an Arbitration Institute?](#) », 5 mars 2021.

R. Castro de Figueiredo, « [The Petrobras Crisis: Arbitrating Investors' Claims Against the Brazilian Federal Government](#) », 6 mars 2021.

N. Oury, J. Hamilton-Smith, « [The Advance on Costs in Construction Arbitration: Strategy Where There is Refusal to Pay a Deposit](#) », 7 mars 2021.

N. Kadhim, « [Equality Won't Fight For Itself](#) », 8 mars 2021.

M. Molfa, S. Boscia Montalbano, A. Thompson, « [When is a "Court" not a Court? A Few Thoughts After Helice Leasing S.A.S. v PT Garuda Indonesia \(Persero\) Tbk \[2021\] EWHC 99 \(Comm\)](#) », 8 mars 2021.

E. Chang, « [A Roundup of Tech and Dispute Resolution News](#) », 9 mars 2021.

- H. Karawya, « [Tread Your Arbitral Path in Asia: Navigating the Promise and Perils of Your First Appointments](#) », 10 mars 2021.
- V. Nerets, « [What Has Changed in Six Years Since the Latvian Arbitration Law “Reform” and What Needs to Be Changed?](#) », 11 mars 2021.
- S. M. Abdollahi, « [An Appealable ‘Decision’ Before CAS: What Exactly Are We Talking About?](#) », 12 mars 2021.
- Y. Leite, « [A Conversation with Claudia Salomon: Rising Arbitrators and the Developing World of International Arbitration](#) », 13 mars 2021.
- I. Owa, « [To What Extent Will the AfCFTA Impact the Number of ISDS Cases Involving African States?](#) », 14 mars 2021.
- L. Martinez, J. Nicholson, N. Rubins, H. Virjee, « [A Black Swan Event? Implications of COVID-19 for Damages and Valuations in International Arbitration](#) », 15 mars 2021.
- P. Zghibarta, « [Stileks v. Moldova: A Chance to Go Back to Square One After the Preliminary Ruling of the CJEU?](#) », 16 mars 2021.
- B. Mc. Garry, E. Murashko, « [Vienna and Geneva: Defining Arbitration in the Reform of Economic Institutions](#) », 17 mars 2021.
- D. Yap, « [Waiving the Right to Arbitrate: The Australian Position](#) », 18 mars 2021.
- H. Yamamoto, « [Interviews with Our Editors: In Conversation with Professor Masato Dogauchi, Chief Arbitration and Mediation Officer of the Japan Commercial Arbitration Association](#) », 19 mars 2021.
- M. Magnarelli, G. Pettazzi, F. P. Kuhnle, « [I dissent – can I? A Closer Look at the Higher Regional Court of Frankfurt’s decision of 16 January 2020 from a German-Italian Perspective](#) », 20 mars 2021.
- M. Bukowski, « [The EU’s Bittersweet Proposal to Redefine ‘economic activity’ under the Energy Charter Treaty: Expected Implications for International Arbitration](#) », 21 mars 2021.
- L. Crestohl, « [London: Europe’s Leading Arbitration Hub?](#) », 22 mars 2021.

M. Chiabotti, C. Rosenkranz, M. Talirz, « [Violation of Human Rights under the ECHR: A Valid Challenge of Arbitral Awards at the Swiss Federal Supreme Court?](#) », 23 mars 2021.

T. R. Snider, S. Masadikov, S. Dilevka, « [Uzbekistan Adopts Law on International Commercial Arbitration](#) », 24 mars 2021.

K. N. Gore, « [International Law Talk Podcast and Arbitration: Construction, Tender Disputes, and the Role for Arbitration, In Conversation with Jane Jenkins](#) », 25 mars 2021.

J. Morrison, E. Williams, « [Facebook \(temporarily\) Un-Friends Australia: Arbitration as a Tool in Online Media Regulation](#) », 26 mars 2021.

W. Gonzales, « [Formula 1 Lessons for Cybersecurity in International Arbitration: The “CyberArb Roadmap”](#) », 27 mars 2021.

S. Weber, « [What Happened To Investment Arbitration In India?](#) », 27 mars 2021.

D. Gorst, S. Tutt, « [2020 Revision of the IBA Rules on the Taking of Evidence in International Arbitration](#) », 28 mars 2021.

S. Batifort, D. Tsutieva, E. Erney, « [ASIL DRIG: The Future of Investor-State Dispute Settlement under the Energy Charter Treaty](#) », 29 mars 2021.

M. Gupta, « [Assessing Threshold for Doping Violation in Sports: CAS Award Swims in Deep Waters](#) », 30 mars 2021.

J. Parsons, « [Expert Evidence in International Arbitration – What Can Be Done to Save the Party-Appointed Expert? BCLP International Arbitration Survey 2021](#) », 31 mars 2021.

B. Bell, « [Third-Party Notice in Arbitration Proceedings – A Proposal from Germany](#) », 31 mars 2021.

[Leiden Law Blog](#)

F. Jiang, « [Some important trade-related aspects of the EU-UK TCA: A brief comparison with the EU's four freedoms and WTO rules \(Part I\)](#) », 4 mars 2021.

F. Jiang, « [Some important trade-related aspects of the EU–UK TCA: A brief comparison with the EU's four freedoms and WTO rules \(Part II\)](#) », 5 mars 2021.

C. Makaïa, « [Afghanistan's request for deferral: A procedural dead end](#) », 18 mars 2021.

R. Spiteri, « [Universal Jurisdiction: Road to Justice for the Yazidis?](#) », 25 mars 2021.

E. Jamet, « [New opportunities in the prosecution of gender-based violence: Intersectionality and grounds for persecution](#) », 30 mars 2021.

[MJIL Blog – Blog of Michigan journal of international law](#)

D. Liberman, « [Reclaiming ICC Legitimacy by Investigating European Arms Exporters](#) », mars 2021.

B. Grier, « [The Code of Conduct for Law Enforcement Officials: Activist Strategies as Compliance Frameworks?](#) », mars 2021.

[Opinio Juris](#)

A. Gilder, « [The Uncertain Adjudicatory Future of Article VI of the Non-Proliferation Treaty](#) », 1 mars 2021.

R. Janik, « [Deporting Children: Quo vadis, ECtHR?](#) », 2 mars 2021.

P. Busco, « [Not All that Glitters Is Gold: the Human Rights Committee's Test for the Extraterritorial Application of the ICCPR in the Context of Search and Rescue Operations](#) », 2 mars 2021.

M. al Attar, « [Subverting Racism in / through International Law Scholarship](#) », 3 mars 2021.

P. Vella De Fremeaux, F. G. Attard, « [Rescue at Sea and the Establishment of Jurisdiction: New Direction from the Human Rights Committee? Part I](#) », 3 mars 2021.

- P. Vella De Fremeaux, F. G. Attard, « [Rescue at Sea and the Establishment of Jurisdiction: New Direction from the Human Rights Committee? Part II](#) », 3 mars 2021.
- K. J. Heller, « [The OTP Should Have Appealed the Palestine Decision](#) », 4 mars 2021.
- J. Loveland, « [Seychelles, the United States, and Transitional Justice: Big Lessons from Little Countries](#) », 7 mars 2021.
- R. Mackenzie-Gray Scott, « [A Short-Term Option for Addressing Misinformation during Public Health Emergencies: Online Nudging and the Human Right to Freedom of Thought](#) », 8 mars 2021.
- G. Citroni, « [No More Elusion of Responsibility for Rescue Operations at Sea: the Human Rights Committee's Views on the Case A.S., D.I., O.I. and G.D. v. Italy and Malta](#) », 9 mars 2021.
- S. Aatreya, « [Shamima Begum and the Right to Enter One's Own Country](#) », 9 mars 2021.
- G. Gilleri, « [What's Wrong with Sex and Gender Identity in the 2021 Census for England and Wales – Part I](#) », 10 mars 2021.
- G. Gilleri, « [What's Wrong with Sex and Gender Identity in the 2021 Census for England and Wales – Part II](#) », 10 mars 2021.
- A. Rollo, « [The Escazú Agreement: A Leap Forward for Environmental and Human Rights Protection in Latin America and the Caribbean](#) », 11 mars 2021.
- T. Jeewa, « [The "Weaponization" of the Criminal Law in Zimbabwe](#) », 12 mars 2021.
- J. Dorsey, « [Book Symposium: The Legal Legacy of the Special Court for Sierra Leone, by Charles Jalloh](#) », 15 mars 2021.
- C. Jalloh, « [SCSL Symposium: The Continued Relevance of the Contributions of the Sierra Leone Tribunal to International Criminal Law](#) », 15 mars 2021.
- V. Todeschini, A. Khattab, « [What Justice Can International Law Bring to Syrians?](#) », 15 mars 2021.
- S. T. Rapp, « [SCSL Symposium: A Legal Legacy that Opens the Way to Justice in Challenging Places and Times-Part I](#) », 15 mars 2021.

S. T. Rapp, « [SCSL Symposium: A Legal Legacy that Opens the Way to Justice in Challenging Places and Times–Part II](#) », 15 mars 2021.

S. Meisenberg, « [SCSL Symposium: Did the Special Court for Sierra Leone Work?](#) », 16 mars 2021.

A. Sesay, « [SCSL Symposium: The Legacy of the Special Court for Sierra Leone–Balancing Different Transitional Justice Elements to Ensure Accountability for Atrocity Crimes](#) », 16 mars 2021.

M. Sissons, « [Facebook’s Commitment to Human Rights](#) », 16 mars 2021.

M. Drumbl, « [SCSL Symposium: Weaving a Broader Tapestry](#) », 17 mars 2021.

M. Kanu, « [SCSL Symposium: The Sierra Leone Perspective – When the Story is as Important as the Storyteller](#) », 17 mars 2021.

A. Wolffenbittel, « [The Right to Family Visits for ICC Detainees during the COVID-19 Pandemic](#) », 17 mars 2021.

C. Krakow, « [Legally Defining Ecocide: Implications for Addressing Environmental Racism and Prioritizing Human Health in International Law](#) », 17 mars 2021.

M. de Guzman, « [SCSL Symposium: Who Bears the Greatest Responsibility for International Crimes?](#) », 18 mars 2021.

S. Ford, « [SCSL Symposium: Senior Leaders and Those Most Responsible at the Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia](#) », 18 mars 2021.

T. Cummings-John, « [SCSL Symposium: Dealing with Gender-Based Crimes in International Criminal Law](#) », 19 mars 2021.

V. Oosterveld, « [SCSL Symposium: The Special Court for Sierra Leone–Instigating International Criminal Law’s Consideration of Forced Marriage](#) », 19 mars 2021.

G. McIntyre, « [What Lessons Can We Learn from the Prosecutor’s Election? Part I](#) », 19 mars 2021.

G. McIntyre, « [What Lessons Can We Learn from the Prosecutor’s Election? Part II](#) », 19 mars 2021.

N. Hakim, « [Do Not Trust Facebook to Enforce Human Rights](#) », 22 mars 2021.

W. Schabas, « [SCSL Symposium: Of Amnesty, Pendulums and Peremptory Norms](#) », 22 mars 2021.

S. Burra, « [India's Decisive Turn on the Right of Self-Defence](#) », 22 mars 2021.

L. N. Sadat, « [SCSL Symposium: The Important Contributions of the Special Court for Sierra Leone on Amnesties and Immunities–Reinforcing Foundational Principles of International Criminal Law, Part I](#) », 22 mars 2021.

L. N. Sadat, « [SCSL Symposium: The Important Contributions of the Special Court for Sierra Leone on Amnesties and Immunities–Reinforcing Foundational Principles of International Criminal Law, Part II](#) », 22 mars 2021.

L. Carter, « [SCSL Symposium: Legacy of the Special Court for Sierra Leone–Creating Space for Non-Judicial Alternatives](#) », 23 mars 2021.

J. Rikhof, « [SCSL Symposium: The Relationship between the Court and the Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission](#) », 23 mars 2021.

T. Fish Hodgson, R. De Falco, « [Human Rights and Universal Access to COVID-19 Vaccines: Does the Human Rights Council Resolution go far enough?](#) », 23 mars 2021.

C. Jalloh, « [SCSL Symposium: A Brief Response to the Contributions on the SCSL's Legal Legacy](#) », 24 mars 2021.

K. Hosseinnejad, P. Askary, « [ICJ and the Alleged Violations of Treaty of Amity: Anything Unexpected in the Judgement on Jurisdiction?](#) », 24 mars 2021.

K. Babicka, M. Matiaško, « [Protecting Children's Procedural Rights Through the European Social Charter](#) », 24 mars 2021.

C. Brown, « [On Facebook's Commitment to Human Rights, and the Right to a Remedy for the Rohingya](#) », 25 mars 2021.

M. A. Montiel, « [Smoke and Mirrors: The Art of Misdirection in Claiming Diplomatic Immunity](#) », 25 mars 2021.

Á. Rueda Rodríguez-Vila, « [Nationality and National Origin under the CERD](#) », 26 mars 2021.

J. Dorsey, « [Book Symposium: Justice in Extreme Cases–Criminal Law Theory Meets International Criminal Law, by Darryl Robinson](#) », 29 mars 2021.

D. Robinson, « [Justice in Extreme Cases Symposium: Introduction from the Author](#) », 29 mars 2021.

V. Kunuji, « [UKSC Judgment in Okpabi & ORS VS Royal Dutch Shell & ANOR, and Colonial Vestiges](#) », 29 mars 2021.

E. van Sliedregt, « [Justice in Extreme Cases Symposium: A Response to Darryl Robinson](#) », 30 mars 2021.

C. Stahn, « [Justice in Extreme Cases Symposium: ‘One Must Imagine Sisyphus Happy’–On the Liberating Potential of Robinson’s Coherentist Approach to International Criminal Justice](#) », 30 mars 2021.

L. Minkova, « [Justice in Extreme Cases Symposium: An Invitation to Think about the Way We Think in International Criminal Justice](#) », 31 mars 2021.

A. Babington-Ashaye, « [Justice in Extreme Cases Symposium: When the Pendulum Swings the Wrong Way–A Coherentist Approach to Preventing Miscarriages of Justice](#) », 31 mars 2021.

[RLI Blog on Refugee Law and Forced Migration](#)

V. Sharma, « [An Evaluation Concerning Local Integration as a Durable Solution in India](#) », 3 mars 2021.

S. Edgcumbe, « [The Hidden Dangers of Displacement: Landmines and Other Explosive Ordinance](#) », 11 mars 2021.

S. Wishart, G. Kane, « [Who is a Trafficked Person? The Case of Shamima Begum suggests that ‘Ideal Victim’ Narratives persist, more than 20 years after the Adoption of the Palermo Protocol](#) », 15 mars 2021.

S. Wilson, « [Recognition of Climate refugees: What should be India’s stand?](#) », 18 mars 2021.

E. Fornalé, F. Cristani, « [Framing Labour Mobility, Investment Migration and Development Cooperation as Emerging Strategies to Implement Objectives 2 and 5 of the GCM](#) », 29 mars 2021.

E. Fornalé, E. Bieri, « [Innovation, Digitalization and Skills Development for the Implementation of Objective 18](#) », 31 mars 2021.

Strasbourg Observers

L. Keunen, « [The right to privacy used as a modern pillory in L.B. v. Hungary](#) », 1 mars 2021.

A. Küçüksu, « [In the Aftermath of a Judgment: Why Human Rights Organisations Should Harness the Potential of Rule 9](#) », 3 mars 2021.

A. Broderick, D. Ferri, « [Kargakis v. Greece: Protection in Substance for Detainees with Disabilities but a Web of Missed Opportunities](#) », 12 mars 2021.

J. Trajer, « [Prosecutors Behaving Badly: Revisiting the Operational Duty to Protect Trafficked Persons in V.C.L. and A.N. v. the United Kingdom](#) », 15 mars 2021.

R. Ó Fathaigh, D. Voorhoof, « [Yes, Prime Minister \(bis\): prosecution for satirical collage criticising Turkish prime minister's foreign policy violated artist's freedom of expression](#) », 19 mars 2021.

J. Deweer-Vanmeerhaeghe, « [Jurčić v. Croatia: clarity on protecting women undergoing IVF treatment from discrimination](#) », 24 mars 2021.

H. Kaplankaya, « [Pişkin v. Turkey: Observations on the failure of the Lawfulness Test and the Engel Criteria within the context of the Turkish Purge](#) », 29 mars 2021.

Verfassungsblog

J. Morijn, « [Misjudging Judges. The EU Commission's non-reply to a letter about judicial independence](#) », 3 mars 2021.

T. Hoppe, « [Money Talks. The ECtHR is Getting Rid of Corrupt Judges](#) », 5 mars 2021.

S. Thierse, « [The Conference on the Future of Europe – Finally, an opportunity for more top-down bureaucracy?](#) », 16 mars 2021.

I. Goldner Lang, « [Vaccination for Vacation. Should the EU Have a “Digital Green Pass”, “Vaccination Certificate” or Better Nothing?](#) », 16 mars 2021.

T. Lock, « [A Tricky Move. EU legal action and the Northern Ireland Protocol](#) », 19 mars 2021.

S. Dagron, « [Going Beyond the Rhetoric: Taking Human Rights Seriously in the Post-COVID-19 New Paradigm](#) », 27 mars 2021.

L. Pech, P. Wachowiec, « [A Letter to the European Commission](#) », 28 mars 2021.

G. Davies, « [Principled Generosity Mixed with Unmanaged Market. The EU and its Vaccine Policy](#) », 31 mars 2021.

[Voelkerrechtsblog – Der Blog des Arbeitskreises junger Völkerrechtswissenschaftler*innen](#)

P. Eschenhagen, « [Editorial #3 – International crime, Earth and theory](#) », 1 mars 2021.

A. Natarajan, « [Dawn of a new era of global data protection?](#) », 2 mars 2021.

C. Schloss, « [Climate migrants – How German courts take the environment into account when considering non-refoulement](#) », 3 mars 2021.

L. Kraft, « [The impacts of climate change on the humanitarian system: towards truly long-term cooperative action](#) », 5 mars 2021.

I. Daum, « [Symposium on international investment law and human rights](#) », 9 mars 2021.

S. Steininger, « [From the margins to the center – can social movements save international investment law? A comment to Moshe Hirsch](#) », 10 mars 2021.

M. Hirsch, « [Reply: Looking for a saviour in international investment law?](#) », 11 mars 2021.

- S. Katsoni, « [Populism's lethal effect on the respect for human rights. The case of Dimitris Koufontinas](#) », 11 mars 2021.
- O. Hailes, « [Human rights in the hyphen: reframing investor-state arbitration through the duty to regulate](#) », 12 mars 2021.
- T. Broude, « [The space between human rights and the right to regulate. A response to Hailes](#) », 13 mars 2021.
- A. L. Kather, « [The Ongwen case: A prism glass for the concurrent commission of gender-based crimes](#) », 15 mars 2021.
- J. Pangagiotidis, « [Parallel Lives: The Geneva Refugee Convention and the Federal Expellee Law](#) », 17 mars 2021.
- S. Katsoni, « [The Right to Abortion and the European Convention on Human Rights. In Search of Consensus among Member-States](#) », 19 mars 2021.
- M. A. Tigre, « [COVID-19 and "New" Human Rights Symposium. Introductory Remarks](#) », 22 mars 2021.
- M. Krech, « ["Sport Sex" before the European Court of Human Rights. Caster Semenya v. Switzerland](#) », 22 mars 2021.
- B. K. Schramm, « [Queer\(ing\) Vulnerabilities and Human Rights. Of Infrastructures and Expectations in Times of Protracted Crises](#) », 23 mars 2021.
- F. Zanker, « ["Nowhere to be found": Three Decades of UNHCR in South Africa](#) », 23 mars 2021.
- A. Gilder, « [Using Human Security to Harness Human Rights in the Post-COVID World](#) », 24 mars 2021.
- A. Berg, « ["What Should Be a Better Alternative to the Council of Europe's Unique System?" An Interview with Axel Berg on the German Presidency in the Council of Europe](#) », 24 mars 2021.
- D. Noroña, « [Grow Together or Perish Alone. The Obligation to Cooperate as a Guarantee for the Full Realization of Human Rights](#) », 25 mars 2021.
- C.-M. Richter, « [Time to Counter "Vaccine Nationalism"? International Obligations of States in the Context of the COVID-19 Pandemic](#) », 26 mars 2021.

M. Calmon Dantas, « [A Glimmer of Hope for All? The Right to a Fair Distribution of Vaccines](#) », 26 mars 2021.

İ. Eskitaşçioğlu, « [Turkey's Withdrawal from the Istanbul Convention. A Sudden Presidential Decision in the Dead of the Night and an Alarming Setback](#) », 27 mars 2021.

M. Plozza, « [Awakening from "Sleeping Beauty's" Slumber. Curtain Up for the Human Right to Science](#) », 29 mars 2021.

U. Krause, « [Colonial Effects on the Founding of the 1951 Refugee Convention](#) », 30 mars 2021.

A. Vithanage, « [When Two Wrongs Make a "Right". How Climate Change and COVID-19 Demand a New Right to Energy](#) », 31 mars 2021.

R. Buchan, « [Eye on the Spy. International Law, Digital Supply Chains and the SolarWinds and Microsoft Hacks](#) », 31 mars 2021.

Blogs de langue espagnole

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, docteur de l'Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d'Etat) à la CNDA

Álvaro Paúl Díaz, « [Dos casos contre Argentina : uno sobre el atentado terrorista en AMIA](#) », 30 mars 2021.

Álvaro Paúl Díaz, « [Nuevo caso contre Bolivia](#) », 12 mars 2021.

Álvaro Paúl Díaz, « [Tres nuevos casos ante la Corte](#) », 10 mars 2021.